

**Allocution de l'ambassadeur américain Paul Cellucci  
devant la Armed Forces Communications and Electronics Association  
(AFCEA)**

**«Les relations canado-américaines : un regard vers l'avenir»  
Le mardi 8 février 2005**

Merci.

Je suis heureux de me trouver avec vous aujourd'hui pour rendre honneur aux membres de la Armed Forces Communications and Electronics Association qui appartiennent au secteur privé. Nous avons ici certaines des sociétés les plus éminentes qui forment l'avant-garde de la technologie au Canada et aux États-Unis (É.-U.) : General Dynamics, Valcom, Nex Innovations, EmCon Emanations Control, Télésat Canada, CGI Information Systems, Thales Systems Canada, Electronics Warfare Associates, Lockheed Martin Canada, IBM, Raytheon, UNISYS. Votre travail contribue à défendre le continent nord-américain que nous partageons. Vous constituez aussi d'excellents exemples de la façon dont l'économie et la défense du Canada et des États-Unis sont étroitement imbriquées les unes dans les autres.

La AFCEA Canada est une association de calibre international, au service du milieu des communications, de l'électronique et des systèmes d'information. La AFCEA Canada fournit une tribune permettant à ses membres d'échanger des idées et de l'information. Elle rapproche également les mondes de l'industrie et du gouvernement, les civils et les militaires, dans les domaines spécialisés des communications, de l'électronique, du commandement et contrôle, du renseignement et des systèmes d'information.

Le Canada est un chef de file en matière de commandement, de contrôle, de communications et d'informatique, en particulier dans les secteurs du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance, qu'on appelle dans le métier le C4ISR. Le Canada devra investir dans cette technologie et dans son armée pour conserver sa position dominante.

Il est essentiel que les É.-U. et le Canada élaborent et entretiennent des systèmes et de l'équipement interopérables et dans certains cas, entièrement intégrés. Cela demande à la fois une vision stratégique et une intégration tactique sans prétention. L'armée américaine s'intéresse de près à toute technologie canadienne pouvant contribuer à la transformation continue de la technologie militaire.

L'histoire de la collaboration du Canada et des É.-U. en matière de technologie des communications remonte à l'Accord d'Ogdensburg. Elle passe par la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), pour aboutir à nos relations actuelles dans le cadre du NORAD et du Commandement du Nord (NORTHCOM). Aujourd'hui, nous affrontons de nouveaux défis en luttant contre le terrorisme et en travaillant de concert pour garder notre frontière ouverte aux voyageurs et au commerce légitimes, mais fermée aux terroristes et aux criminels. Il est donc de première importance de continuer à partager et à améliorer les moyens de communications qui existent entre nos armées et nos autorités de police.

Nos deux pays progressent dans plusieurs domaines importants.

D'abord et surtout, nos armées maintiennent le dialogue, de l'échelon ministériel jusqu'à celui de nos officiers d'échange et de liaison.

Le groupe d'experts en équipe de gestion de l'information sur la défense mixte (Combined Defense Information Management Panel), coprésidé par le brigadier-général américain Stephen L. Lanning, de la Defense Information Systems Agency, et par le brigadier-général canadien Glynne Hines, directeur général aux Opérations (Gestion de l'information), a réalisé des progrès concernant de nombreuses questions en intégrant davantage les moyens de commandement et de contrôle militaires des deux pays.

Ces réussites comprennent l'intégration complète du réseau commuté de la Défense et du Réseau canadien de communications par commutation (systèmes téléphoniques militaires), les vidéoconférences de routine non classifiées et sécurisées entre les deux pays et les centres nationaux d'essais techniques de Fort Huachuca, en Arizona, et du pré Tunney, à Ottawa. Ces centres d'essais améliorent nos capacités et assurent l'adhésion aux normes convenues mutuellement.

Votre travail contribue à défendre le continent nord-américain que nous partageons. Il contribue aussi à assurer que nous pourrions soutenir nos efforts à l'extérieur du continent, pour aller livrer bataille aux terroristes avant qu'ils n'atteignent notre continent.

Aujourd'hui, je me propose d'observer les relations canado-américaines. J'aimerais étudier notre relation bilatérale, mais je voudrais également examiner le contexte international de cette relation. Deux thèmes sous-tendent notre relation bilatérale et son contexte international : notre interdépendance, ainsi que nos valeurs et nos buts communs.

Malgré les divergences d'opinion que nous avons eues parfois sur les moyens, nous avons toujours partagé les mêmes buts, tout comme nous partageons les mêmes valeurs sous-jacentes. Les États-Unis et le Canada travaillent ensemble pour relever les défis du siècle nouveau et je suis persuadé que nous continuerons de collaborer l'un avec l'autre, ainsi qu'avec nos nombreux autres alliés et amis, pour que tous les pays du monde puissent profiter de la liberté et de la prospérité qui sont les nôtres.

Après les élections américaines, en novembre, le premier ministre Paul Martin a invité le président George W. Bush à venir au Canada et le président a accepté avec enthousiasme. Je crois important de souligner que c'était le premier voyage bilatéral du président George W. Bush à l'étranger depuis les élections américaines. La visite du président George W. Bush à Ottawa et à Halifax a démontré l'importance et le respect que le gouvernement Bush et le peuple américain accordent au Canada.

Lors de leurs rencontres publiques et privées, le président et le premier ministre ont réaffirmé les liens étroits qui unissent nos deux pays. Ils ont insisté sur le fait que, quelles que soient leurs divergences d'opinion, les É.-U. et le Canada partagent les mêmes buts et aspirations, et font face aux mêmes menaces et aux mêmes défis. Cette visite a aussi fourni au Canada et aux États-Unis l'occasion de réitérer leur engagement mutuel à intensifier leur volonté de collaboration en Amérique du Nord et dans le monde. Le premier ministre Paul Martin et le président George W. Bush ont d'ailleurs annoncé le 30 novembre que ce «nouveau partenariat» donnera lieu à un programme qui vise à accroître la sécurité, la prospérité et la qualité de vie de nos citoyens.

Et nous travaillons déjà ensemble à cette fin.

Depuis le 11 septembre 2001, nous avons travaillé ensemble pour créer une «zone de confiance» en Amérique du Nord. Les organismes américains d'application de la loi et du renseignement collaborent plus étroitement que jamais avec leurs homologues canadiens pour échanger de l'information et pour contrôler les voyageurs à destination de l'Amérique du Nord. Nous collaborons à l'étranger pour filtrer les visiteurs avant qu'ils ne montent à bord des vols commerciaux vers l'Amérique du Nord. Enfin, nous travaillons ensemble à l'initiative de sécurité portuaire qui permettra de contrôler les millions de conteneurs d'expédition qui arrivent en Amérique du Nord chaque année.

En décembre dernier, Tom Ridge, alors secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, et Anne McLellan, vice-première ministre du Canada, se sont rencontrés pour faire état des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action pour une frontière intelligente, qui vise à améliorer la sécurité le long de notre frontière commune. Ce plan en 32 points a pour but de renforcer la coopération bilatérale afin d'améliorer la sécurité, tout en facilitant les voyages et le commerce légitimes entre les États-Unis et le Canada. Entre autres réalisations, M. Ridge a évoqué l'ouverture de sept nouveaux sites du Programme d'expéditions rapides et sécuritaires (EXPRES) le long de la frontière canado-américaine, l'Entente sur les tiers pays sûrs et l'expansion d'installations américaines de prédédouanement à Halifax.

Notre étroite coopération en matière de sécurité à la frontière nous aidera à relever les défis qui nous attendent, y compris les travaux sur la biométrie et les normes de présélection, l'échange de données et de renseignements, la sécurité maritime et la sécurité des cargaisons, ainsi que les installations communes et les investissements dans l'infrastructure.

Notre coopération en matière de défense est profonde et solide. Le personnel militaire américain et canadien travaille ensemble comme une seule unité au NORAD afin de surveiller les approches aériennes vers l'Amérique du Nord et nous protéger contre toute attaque. Nous avons modifié l'Accord du NORAD pour élargir la fonction d'alerte aérospatiale du NORAD afin d'assurer l'exploitation du système intégré d'alerte tactique et d'évaluation de l'attaque. Et tout en mettant à exécution leur programme de défense antimissiles balistiques, les É.-U. espèrent que le gouvernement canadien décidera d'y participer.

À cette coopération sur le plan de la sécurité correspond une coopération économique de même envergure. Étant donné toute l'attention que les médias donnent aux points contestés de notre relation commerciale, il est facile d'oublier que ces différends sont des exceptions dans une relation commerciale vaste et présentant de multiples facettes. Il est facile d'oublier que la nôtre est de loin la plus importante relation commerciale bilatérale que le monde ait jamais connue. Sans diminuer l'importance de problèmes tels que l'EBS et le bois d'œuvre de résineux aux yeux des personnes qui sont touchées, il est extraordinaire de voir comment cette relation commerciale se développe avec aussi peu de difficultés majeures.

Notre relation commerciale couvre toute la longueur d'une frontière de 8 850 kilomètres touchant à 15 États américains qui abritent 33 p. 100 de la population des É.-U. Quarante-vingt-dix pour cent des Canadiens habitent à moins de 160 kilomètres de la frontière américaine. Au point de vue économique, nous bénéficions de la plus vaste relation bilatérale au monde. En 2003, nous avons échangé pour environ 500 milliards de dollars américains de biens, de services et de revenus de placement, ce qui représente au-delà d'un milliard de dollars américains par jour. Pour 39 États, le Canada est le premier partenaire commercial extérieur.

Le Canada absorbe 23 p. 100 des exportations de marchandises américaines et le Canada expédie 86 p. 100 de ses exportations de marchandises vers les États-Unis. L'investissement direct à l'étranger des É.-U. au Canada représente plus de 150 milliards de dollars et l'investissement direct à l'étranger du Canada aux États-Unis dépasse les 130 milliards de dollars. Le Canada est le plus important fournisseur d'énergie des É.-U. et ses immenses sables bitumineux et réserves de gaz pourraient contribuer à assurer la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord pendant des décennies.

Je ne crois donc pas exagérer en disant que, si l'on considère son impact sur la vie quotidienne des Américains, notre relation est la plus importante que les États-Unis entretiennent avec n'importe quel pays au monde. La majeure partie de cette relation prospère indépendamment de l'un ou l'autre gouvernement fédéral. Je tiens cependant à souligner que le premier ministre Paul Martin et le président George W. Bush apprécient énormément et comprennent tous deux l'importance de cette relation, et sont impatients de travailler ensemble pour trouver des solutions à nos difficultés communes.

Ces 18 derniers mois, l'EBS a fait les principales manchettes de l'actualité des échanges internationaux. Chose intéressante, la focalisation du public sur les enjeux *commerciaux* en rapport avec l'EBS montre dans quelle mesure les autorités américaines et canadiennes ont collaboré pour prendre en charge les aspects plus importants de la santé publique pendant la crise. La manière professionnelle dont les autorités albertaines, canadiennes et américaines se sont attaquées au problème fait ressortir les véritables avantages de la coopération canado-américaine. Elles ont travaillé à coordonner les méthodes scientifiques afin d'aborder le problème. Les mesures qu'elles ont prises ont été si efficaces qu'à peine quatre mois après la découverte de la première vache infectée, les échanges transfrontaliers de bœuf en caisse carton avaient repris.

Depuis la découverte de deux nouveaux cas d'EBS au Canada, le Département américain de l'agriculture a envoyé une équipe technique d'experts qui assistent en ce moment les experts

canadiens pour établir les faits au sujet de ces deux animaux. Nous obtenons des mises à jour régulières de notre équipe et comptons recevoir un rapport définitif sur les questions de l'interdiction frappant les aliments du bétail à la mi-février et le rapport épidémiologique d'ici la fin de mars. Ces rapports seront cruciaux lorsque nous devrons juger de la justification de rajuster les politiques actuelles.

Nous savons que la fermeture de la frontière aux échanges de bovins sur pied a atteint très durement les éleveurs de bétail et les producteurs laitiers canadiens, ainsi que l'industrie du conditionnement de la viande des deux côtés de la frontière. Cependant, à long terme, nous bénéficierons de toutes les mesures prudentes que nous aurons prises en conservant la confiance du public dans notre approvisionnement alimentaire.

Sur un plan économique plus général, nos pays partagent de brillantes perspectives pour favoriser la prospérité chez nous et ailleurs dans le monde. Nous pouvons faire des progrès en travaillant ensemble pour promouvoir notre programme mondial de libre-échange dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de la Zone de libre-échange des Amériques et du cycle de négociations de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il y a maintenant plus d'une décennie que les É.-U., le Canada et le Mexique ont conclu l'Accord de libre-échange nord-américain. La réussite de l'ALENA est incontestable. Nos trois pays en ont bénéficié. En général, les échanges ont doublé et nous enregistrons des augmentations considérables dans le commerce des biens intermédiaires, ce qui signifie qu'un nombre beaucoup plus élevé de nos industries se sont intégrées outre-frontière. Nos échanges soutiennent des millions d'emplois dans les trois pays.

Nous étudions maintenant des moyens qui nous permettraient de rationaliser encore davantage les échanges entre nos pays. Il nous faut trouver des façons de simplifier les règles d'origine pour que les entreprises échangent plus librement les produits dont les composants proviennent de plusieurs pays. Nous devons aussi trouver des façons de rationaliser nos règlements sur la santé et la sécurité. Des représentants de nos pays ont discuté de cette nécessité pendant l'année écoulée et je crois que nous approchons d'un consensus sur la manière d'amorcer très bientôt ce travail ardu.

En travaillant ensemble pour assurer la prospérité de notre continent, nous travaillons également à protéger son milieu naturel. En décembre, à Buenos Aires, lors de la dixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, nos pays se sont de nouveau engagés à aborder le problème de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Nous savons qu'il faut nous pencher sur ces activités qui contribuent au changement climatique, mais les É.-U. continuent de croire que pour être efficaces, ces efforts doivent être fondés sur des méthodes scientifiques éprouvées. Et nous continuons de croire que pour qu'ils soient viables, nos efforts visant à réduire les émissions responsables du changement climatique ne doivent pas miner l'activité économique.

Les États-Unis appuient l'élaboration d'une approche intégrée en ce qui concerne différents partenariats entre les gouvernements, le secteur privé, les organismes non gouvernementaux et autres parties prenantes qui stimulent la croissance économique, améliorent l'efficacité énergétique, favorisent la sécurité énergétique et augmentent la disponibilité de sources d'énergie plus propres et plus rentables. Pour atteindre ces buts, nous avons mis sur pied cinq partenariats multilatéraux :

- le partenariat Methane to Markets (méthane aux marchés),
- le partenariat international pour l'économie de l'hydrogène,
- le Carbon Sequestration Leadership Forum (forum sur le leadership de la séquestration du carbone),
- the Generation IV International Forum (forum international de la 4<sup>e</sup> génération),

- le Système mondial d'observation de la Terre.

De plus, les États-Unis ont créé des partenariats bilatéraux sur le climat avec 14 pays et organismes régionaux qui, avec les États-Unis, comptent pour plus de 70 p. 100 des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le Canada est un partenaire important dans ces initiatives.

Même s'ils ne sont pas d'accord au sujet de l'entente de Kyoto, les É.-U. demeurent engagés à atteindre vers le but central de la convention-cadre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) : stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre. Il y a près de trois ans, le président a annoncé la politique américaine selon laquelle nous ralentirons, arrêterons et finalement renverserons les émissions de gaz à effet de serre à l'aide de méthodes scientifiques solides. Nous sommes déterminés à réduire l'intensité des gaz à effet de serre, c'est-à-dire les émissions par unité d'activité économique, de 18 p. 100 en 10 ans. Cela équivaut à retirer 70 millions de véhicules motorisés de la circulation.

Nous croyons cela réalisable parce que c'est une idée pleine de bon sens. La croissance économique fait partie du progrès environnemental. Elle fournit les ressources nécessaires pour faire des recherches et investir dans l'environnement. Aux États-Unis, nous dépensons à ce titre 5,8 milliards de dollars par an, parce que nous voulons appliquer les bonnes méthodes scientifiques. Pour remettre cela dans son contexte, précisons que c'est plus que ce qu'on dépense dans tout autre pays du monde; c'est plus que ce que dépensent l'Europe, le Japon et le Canada réunis.

La guerre en Irak est au centre du programme international depuis deux ans et elle est toujours au centre de la scène internationale. L'étonnante et courageuse participation électorale des Irakiens pourrait marquer le commencement d'un tournant en Irak. Les défis à relever là-bas sont encore énormes, mais on a accompli un exploit historique. C'est d'abord et avant tout un exploit pour le peuple irakien. Cependant, les Irakiens ont eu de nombreux amis à leurs côtés. L'Union européenne, le Canada et les Nations Unies ont fourni une aide importante dans le processus d'élection. Tous nos partenaires internationaux se sont réjouis de ces élections.

Comme l'a déclaré la secrétaire d'État Condoleezza Rice, ces élections marquent le début d'une ère nouvelle. Elles ne sont que le commencement d'une route longue et ardue pour les Irakiens, mais je crois qu'elles amorceront un mouvement vers un gouvernement stable et démocratique en Irak. Et le peuple irakien mérite cette chance.

Le mois dernier, les Palestiniens se sont aussi choisis un nouveau chef dans le cadre d'une élection libre. L'élection de Mahmoud Abbas en tant que président de l'Autorité palestinienne nous ouvre de nouvelles voies pour promouvoir la paix au Moyen-Orient. Comme l'a dit M<sup>me</sup> Rice lors de sa récente audience d'approbation, nous sommes prêts à travailler avec les Palestiniens, les Israéliens et nos partenaires internationaux afin de les aider à bâtir un État viable, indépendant et démocratique pour le peuple palestinien. Et nous continuerons à travailler pour un État d'Israël stable et en paix avec ses voisins. Le président George W. Bush a promis de donner 350 millions de dollars pour soutenir ce processus.

Nous avons également vu des élections libres en Afghanistan l'an dernier. Le Canada et les É.-U. ont travaillé d'arrache-pied ensemble et avec leurs amis et alliés en Afghanistan pour créer un climat dans lequel tous les Afghans, y compris les femmes, puissent élire les chefs de leur choix. Cela représente une réalisation majeure après des décennies de domination par l'ancienne Union soviétique et ensuite, par les talibans.

Il reste beaucoup à faire en Afghanistan pour que les citoyens puissent assurer leur sécurité et leur prospérité économique, mais les perspectives sont indéniablement bien meilleures aujourd'hui qu'il y a quatre ans. Le Canada et les États-Unis sont unis dans leur désir d'aider les pays qui ont un gouvernement instable et une économie en difficulté à faire la transition vers la démocratie et les marchés libres, pour les mettre sur la voie de la stabilité et de la prospérité.

Le 26 décembre, l'une des pires catastrophes naturelles de mémoire d'homme a coûté la vie à près de 200 000 personnes en Asie du Sud et du Sud-Est. Le tremblement de terre et le tsunami ont pris le monde entier par surprise. Les États-Unis et le Canada ont tous deux fait face à cette

écrasante tragédie humaine et à la crise humanitaire en déployant leurs puissances militaires, l'aide humanitaire et les ressources réunies par nos citoyens à un moment de pénurie sans précédent. Et nous continuerons de travailler par l'entremise des Nations Unies, avec les pays touchés et avec les organisations non gouvernementales (ONG) afin de soulager la souffrance dans les régions concernées et afin d'aider ces citoyens à surmonter le désespoir et à reprendre leur vie en main.

Ce sont là les plus récents exemples de notre coopération à l'échelle internationale, d'après les valeurs fondamentales que nous partageons, mais il en existe bien d'autres. Le Canada a joué un rôle prépondérant dans les missions de maintien de la paix dans les Balkans et plus récemment, en Haïti. Il aide aussi à diriger l'effort diplomatique visant à faire cesser la violence qui afflige l'ouest du Soudan.

Je pense que rien ne symbolise les valeurs communes des Canadiens et des Américains comme notre engagement envers la liberté et la démocratie. Nos deux pays ont tenu des élections nationales l'an dernier. Les Canadiens, comme les Américains, tiennent aux valeurs de la liberté individuelle et de la liberté de choisir leur propre gouvernement. Nous savons que pour protéger ces libertés, il faut une société bâtie sur la primauté du droit et la protection des minorités. Et nous savons, comme l'a affirmé le président George W. Bush dans son discours inaugural, que nos droits nous viennent de la liberté d'exprimer une opinion différente et de la participation des gouvernés.

Les Américains, tout comme les Canadiens, savent que la démocratie n'est pas une forme de gouvernement parfaite, qu'elle évolue continuellement et que c'est une œuvre en cours d'élaboration. Nous savons qu'elle passe par de nombreux chemins et qu'il n'en existe pas de forme particulière qui soit «meilleure» que les autres. Nous savons aussi que nos valeurs ne sont pas seulement «américaines», «canadiennes» ou «occidentales» : nous les partageons avec l'humanité entière. Ces valeurs constituent la solide fondation des relations canado-américaines.

Permettez-moi de conclure sur une note personnelle. Le 14 septembre 2001, j'ai participé à une cérémonie commémorative sur la colline du Parlement, à Ottawa, après les attentats terroristes contre New York et Washington. Au moment où je quittais l'édifice du Centre au Parlement avec le premier ministre Jean Chrétien, la Gouverneure générale Adrienne Clarkson et nos conjoints, des milliers de Canadiens, agitant des drapeaux canadiens et américains, chantant les hymnes nationaux canadiens et américains, sont venus à notre rencontre.

Cet épanchement n'était pas seulement de la compassion et de la bienveillance. Les Canadiens ont senti le poids des attentats de façon aussi personnelle et aussi lourdement que s'ils avaient été perpétrés contre eux. Cela a été une expérience très touchante et émouvante. C'est le souvenir le plus vif que j'aie conservé en près de quatre ans à titre d'ambassadeur américain au Canada. Et c'est l'image la plus nette que je garde des liens profonds et tenaces qui unissent nos deux pays.

Merci beaucoup. Je répondrai maintenant volontiers à vos questions.